



Lettre introductive au Rapport annuel de la Banque de France par François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France

Dans sa traditionnelle Lettre introductive au rapport annuel de la Banque de France adressée au Président de la République, au Président du Sénat et au Président de l'Assemblée nationale, François Villeroy de Galhau, note que « La France en 2016 a plus d'atouts qu'elle ne le croit. [...] Les progrès accomplis sont sensibles. Pour autant, le chemin à parcourir reste très significatif. La meilleure conjoncture actuelle ne suffit pas : il faut transformer l'essai pour augmenter la croissance potentielle. Une amplification substantielle des réformes est non seulement nécessaire, mais possible. » Pour le Gouverneur de la Banque de France les progrès doivent porter sur « quatre champs essentiels : les entreprises, l'emploi, l'éducation et l'État. » En ce qui concerne les entreprises, les préconisations de François Villeroy de Galhau portent « d'abord sur les rigidités sur les marchés des biens et services, qui doivent être réduites. [...] En matière d'emploi [...] le coût du travail élevé pour l'employeur, en particulier au niveau des bas salaires » reste à améliorer. L'éducation « inégalitaire » et la Formation professionnelle « mal ciblée » sont également des domaines où des progrès doivent intervenir. Enfin, la modernisation de l'État « apparaît également indispensable. Des administrations publiques modernes, qui rendent des services publics performants, à moindre coût, sont essentielles à la compétitivité de l'économie. »

Lettre introductive au Rapport annuel de la Banque de France :

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rapport-annuel-2015/Rapport-annuel-2015-lettre-introductive.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Banque de France

Rue de la Banque N° 26, juin 2016 - Marché du logement en France : quel serait l'impact de mesures macroprudentielles ?

Ce Rue de la Banque évalue l'impact sur les prix immobiliers, la construction et le crédit à l'habitat de mesures macroprudentielles conduisant à une hausse des taux des crédits, à une réduction du taux d'effort (échéances rapportées au revenu) ou à une limitation de la durée initiale des prêts. Ces trois types de mesures auraient des effets significatifs sur l'évolution du crédit à l'habitat et, dans une moindre mesure, sur les prix du logement en raison de l'impact des variations du crédit sur le stock de logements.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/Rue-de-la-banque_26_20160606_FR.pdf

Union européenne

BCE

À l'issue de la réunion du 2 juin 2016 du Conseil des gouverneurs, Mario Draghi a déclaré : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. Nous continuons de penser que les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous confirmons que les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif. La prochaine étape prévoit que nous commencerons, le 8 juin, à effectuer des achats d'actifs dans le cadre de notre programme d'achats de titres du secteur des entreprises (corporate sector purchase programme, CSPP). En outre, à compter du 22 juin, nous conduirons la première opération au titre de la nouvelle série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées ».

La déclaration introductive : https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/communiqué-presse-bce-declaration-introductive-20160602.pdf

Détails du programme d'achats de titres du secteur des entreprises (CSPP) par la BCE: https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/communiqué-presse-bce-detail-programme-CSPP-20160602.pdf

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,2 % en avril 2016, stable par rapport à mars 2016 et en baisse par rapport au taux de 11,0 % enregistré en avril 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,7 % en avril 2016, en baisse par rapport au taux de 8,8 % de mars 2016 et à celui de 9,6 % d'avril 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis avril 2009. Eurostat estime qu'en avril 2016, 21,224 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,420 millions dans la zone euro. Par rapport à mars 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 106 000 dans l'UE28 et de 63 000 dans la zone euro. Comparé à avril 2015, le chômage a baissé de 2,096 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,309 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en avril 2016 ont été enregistrés en République tchèque (4,1 %), en Allemagne (4,2 %) ainsi qu'à Malte (4,3 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (24,2 % en février 2016) et en Espagne (20,1 %).

Publications au Journal officiel

Décret n° 2016-707 du 30 mai 2016 portant réforme des titres de créances négociables :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032611011&dateTexte=&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

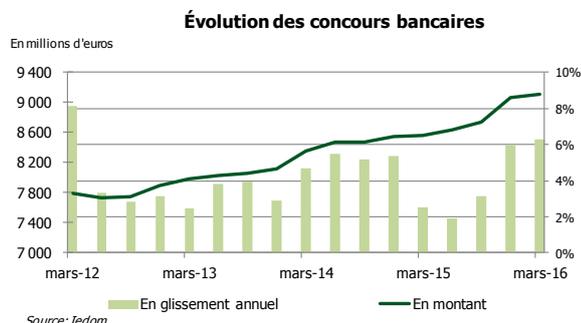
Des indicateurs financiers bien orientés au 1^{er} trimestre 2016

L'encours sain progresse de 6,3 % sur un an pour s'établir à 9,1 millions d'euros en ce début d'année. Sur trois mois, le rythme de croissance est plus faible après une fin d'année traditionnellement dynamique.

À fin mars, l'activité de crédit aux ménages reste bien orientée. À 3,6 milliards d'euros, l'encours croît (+10,1 % contre +9,9 % à fin décembre), tiré par crédits à la consommation (+8,6 %). Les crédits à l'habitat maintiennent leur rythme de croissance de fin d'année et s'inscrivent en hausse de 10,7 %. La progression des crédits aux ménages est plus légère sur trois mois (+0,7 %).

Les financements consentis aux entreprises augmentent pour leur part à une vitesse modérée (+2,5 % après +2,7 % à fin décembre) pour atteindre 4,1 milliards d'euros. Les crédits immobiliers progressent au même rythme qu'à fin décembre (+1,2 %). Les crédits d'investissement poursuivent leur croissance (+7,8 %) tandis que les crédits d'exploitation sont en recul (-2,7 %). En glissement trimestriel, les crédits aux entreprises diminuent légèrement (-0,4 %).

La collecte nette d'épargne reste bien orientée en début d'année 2016. À 8,0 milliards d'euros, les actifs financiers augmentent de 4,3 % sur un an. En glissement trimestriel, ils sont quasiment stables (+0,3 %).



Publication de la typologie du surendettement en Guadeloupe

L'Institut d'émission des départements d'outre-mer en Guadeloupe (IEDOM) a publié une note analysant le profil des ménages surendettés au sein de l'archipel guadeloupéen ainsi que la structure de leur endettement.

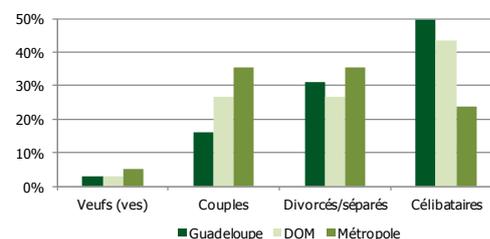
En 2014, les ménages en situation de surendettement en Guadeloupe sont majoritairement composés de personnes seules (84 % de personnes célibataires, séparées, divorcées ou veuves) et avec au moins une personne à charge (50 %).

En Guadeloupe, occuper un emploi ne semble pas être suffisant pour se prémunir contre le surendettement : les actifs occupés représentent, à part égales avec les chômeurs, 38 % des personnes surendettées. Cependant, dans la plupart des dossiers, les personnes perçoivent des revenus inférieurs au SMIC et présentent de faibles capacités de remboursement.

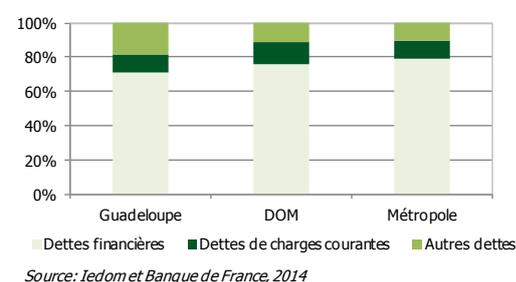
En 2014, l'endettement moyen par dossier s'établit à 65 000 euros, soit un niveau supérieur à celui enregistré dans les autres DOM. Il se compose à 71 % de dettes financières, qui recouvrent notamment les dettes immobilières et les dettes à la consommation. Les arriérés de charges courantes, pesant à 10 % dans l'endettement des ménages, sont essentiellement dus au logement et à la fiscalité.

Comparativement aux autres DOM, la Guadeloupe enregistre un faible taux de dépôt de dossiers de surendettement (0,93 dossier pour 1 000 habitants). S'il existe des raisons culturelles et sociales à ce constat, ceci est aussi révélateur de la nécessité de consolider les dispositifs d'informations et d'accompagnement à destination des ménages rencontrant des difficultés financières.

Répartition des dossiers recevables, selon le statut matrimonial du ménage surendetté



Structure de l'endettement global (% de la valeur en M€)



Cette note est téléchargeable librement sur le site : <http://iedom.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Fonds social européen, implication du Conseil Départemental

Le conseil Départemental assure désormais la gestion déléguée d'une partie du Fonds social européen (FSE). Sur les deux programmes opérationnels Feder-FSE mis en œuvre en Guadeloupe pour la période 2014-2020, ce sont sur les 65 % de l'enveloppe gérée par l'État que la Collectivité se trouve associée. Par délégation, cette dernière devient gestionnaire de 72,4 % de la somme dédiée à l'axe 3 du programme « promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la précarité ». La subvention globale départementale se décline en quatre fiches actions. La principale en termes de dotation (33 millions) vise à l'accompagnement global vers l'emploi.

L'enjeu de l'économie bleue en Guadeloupe

Selon l'étude réalisée par le Pôle Services de Guadeloupe Formation, l'économie bleue serait un enjeu stratégique pour l'archipel, notamment en raison de sa situation géographique et topographique. Ce modèle économique vise à soutenir la croissance durable dans les secteurs maritimes tout en se souciant de l'environnement. L'étude identifie plusieurs enjeux pour la Guadeloupe tels que le développement des activités portuaires et de la pêche, le développement durable, la conservation des milieux marins, l'attractivité des métiers et l'adéquation emploi-formation. Fin décembre 2013, 0,8 % de l'emploi salarié était concerné par l'économie bleue en Guadeloupe.

Projet environnemental de Guadeloupe Port Caraïbes

Dans le cadre de sa mission de gestion et de préservation du domaine public et des espaces naturels, Guadeloupe Port Caraïbes lance un projet environnemental à long terme. Mûri en concertation avec toutes les parties concernées (propriétaires fonciers, entreprises, pêcheurs, associations, communauté scientifique, etc.), ce projet a pour objectif d'apporter une plus-value environnementale notamment via une amélioration des aménagements existants. Le budget consacré à cette opération s'élève à quatre millions d'euros, engagés sur les cinq prochaines années.

Baisse de la richesse saccharine pour la campagne 2016

En dépit de prévisions de coupe revues à la hausse, les professionnels du secteur de la canne à sucre déplorent une richesse saccharine particulièrement basse pour la campagne actuelle. Afin d'être qualifiée de bonne, la richesse saccharine doit dépasser 9 % : à la mi-juin, elle atteint 6,03 % en moyenne sur les trois bassins après s'être élevée à 8,86 % à fin mars, puis à 7,59 % début mai. À Marie-Galante en revanche, la richesse moyenne pour l'ensemble du bassin sur la campagne s'établit à 9,34 %.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Îles du Nord, présentation du projet académique

L'équipe du service de l'éducation de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy a présenté le projet académique des îles du Nord. Celui-ci recense 10 grandes priorités répertoriées selon trois axes visant respectivement : les pratiques pédagogiques dans l'objectif de réussite des élèves, un égal accès à la qualification et à l'insertion professionnelle et l'accompagnement des acteurs du système éducatif. Si les îles du Nord dépendent de l'académie de Guadeloupe, ce projet a pour vocation de prendre en compte quelques unes de leurs spécificités à l'image du multilinguisme de certains élèves.

Saint-Martin, adhésion à l'AEC

L'adhésion de la Collectivité de Saint-Martin en tant que membre associé à l'association des États de la Caraïbe (AEC) en son nom propre, a été ratifiée à l'unanimité des pays membres. La signature du protocole s'est faite à l'occasion du 7^{ème} sommet de l'AEC, axé sur la promotion du développement durable dans la grande Caraïbe. Cette adhésion permet à la Collectivité d'inscrire le territoire dans les actions commerciales, touristiques et de protection contre les risques naturels, qui seront initiées à l'échelle caribéenne.

PRINCIPAUX INDICATEURS

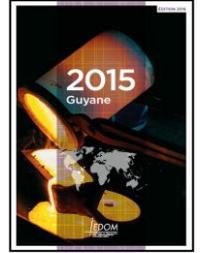
INDICATEURS DE RÉFÉRENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	Guadeloupe France entière	Avril	2016	100,0 100,1	0,4 % 0,1 %	-0,5 % -0,2 %	
Demandeurs d'emploi (Source : Deccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Avril	2016	55 070	-1,5 %	-4,3 %	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Avril	2016	65,7 768,7	- -	-7,7 % -7,5 %	
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Avril	2016	374 1 472	1,6 % -	11,0 % 3,4 %	
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Mai	2016	19 000 628	-0,1 % 11,3 %	-5,5 % 115,8 %	

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Mai	2016	149 251 970 938	-19,0 % -	2,8 % 7,3 %	
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Mai	2016	243 254 75 960	-17,8 % 15,2 %	-15,6 % 3,2 %	
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Mai	2016	1 036 5 979	-20,1 % -	11,9 % 2,3 %	
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Mai	2016	15 019 79 155	-7,4 % -	3,4 % -1,5 %	

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Rapport annuel »

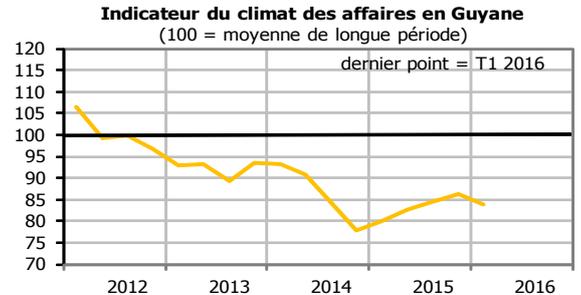
Comme chaque année, l'Iedom publie son **rapport annuel**. Cette monographie dresse un état des lieux global et sectoriel de l'économie guyanaise sur l'année passée. Le rapport annuel de l'Iedom est téléchargeable en ligne gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.iedom.fr/guyane/publications/rapports-annuels-92/2015.html>



Publication : « Premières tendances »



L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit à 84,0 points pour le premier trimestre 2016. Il est en recul de 2,3 points, mettant ainsi fin à la tendance haussière enregistrée depuis le début de l'année 2015. Ce retrait l'éloigne de nouveau de sa moyenne de longue période (-16,0 points).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

La publication « Premières tendances » fournit une première estimation de l'indice du climat des affaires. Cet indice, calculé trimestriellement par l'Iedom à l'aide d'une enquête réalisée auprès des chefs d'entreprise de la place, présente divers indicateurs sur la santé des entreprises guyanaises. La publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : www.iedom.fr/Guyane.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

L'arrêté préfectoral établit, à compter du 1^{er} juin 2016, le prix de vente au détail pour le gazole à 1,24 €/litre (+5 centimes) et à 1,51 €/litre pour l'essence (+0 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 19,91 € contre 19,26 € en mai, soit une hausse de 65 centimes.

Prix à la consommation

En avril 2016, les prix à la consommation des ménages en Guyane sont en légère hausse de 0,4 % (après +0,0 % pour le mois précédent). Ceci s'explique par l'augmentation des prix de l'énergie (+2,6 %) et des services (+0,3 %).

Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,1 %. Les prix de l'énergie et des produits manufacturés ont diminué (respectivement de -5,4 % et -0,6 %) alors que ceux des produits de l'alimentation et des services progressent (respectivement de +2,0 % et +0,5 %).

En glissement annuel, l'inflation en Guyane est inférieure à celle constatée à la Réunion (+0,3 %), mais supérieure à celle enregistrée en France hexagonale (-0,2 %), en Guadeloupe (-0,5 %) et en Martinique (-0,7 %).

CTG

Le vendredi 27 mai 2016, le budget global de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG) a été adopté en assemblée plénière, il s'élève à 662,5 M€ (517,5 M€ en fonctionnement et 145 M€ en investissement). Concernant le fonctionnement, 150 M€ sont consacrés au paiement du RSA, soit près de 30 % de ce budget et 23 % du budget global. La masse salariale représente plus de 27 % du budget de fonctionnement (141 M€). Concernant l'investissement, 22,6 M€ sont dédiés à l'enseignement et la formation professionnelle (près de 16 %), 21,5 M€ au transport (près de 15 %). La culture, à la vie associative, à la jeunesse, au sport et aux loisirs capte près de 12 % (17,2 M€).

Le Pôle des Affaires Européennes de la CTG, en charge des fonds européens, a présenté le mardi 7 juin dernier en présence de 59 chefs d'entreprises, un dispositif d'aide au fret portuaire et aérien destiné à améliorer la compétitivité des productions locales et à compenser les surcoûts liés aux handicaps structurels des Régions ultrapériphériques (RUP). Cette aide sera majoritairement dédiée aux entreprises qui exercent en Guyane une activité de production et sera financée par le Fonds européen pour le développement régional (FEDER) à hauteur de 9 M€. Par ailleurs, l'aide peut aussi s'appliquer aux années 2014 et 2015 à condition que les dépenses entamées perdurent jusqu'au 31 décembre 2016.



Source : Prefecture



Source : Insee

En outre, le Pôle des Affaires Européennes a également publié un appel à manifestation d'intérêt (AMI) à l'attention des microentreprises dans le cadre du programme opérationnel régional FEDER-FSE 2014-2020 (constituant un montant de 392 M€ mis à disposition de la Guyane). L'AMI dont l'enveloppe FEDER se monte à 4 M€ a pour objectif de soutenir l'investissement au sein des microentreprises et d'encourager les initiatives privées. Afin d'éclairer les différents porteurs de projets sur les modalités de l'AMI, des réunions seront programmées dans les semaines à venir, à la suite de la première rencontre qui s'est déroulée le 13 juin, dans les locaux de la CTG.

Dans le cadre du plan des 500 000 formations annoncées par le président de la République, le 9 juin dernier, une convention cadre destinée à renforcer l'accès à la qualification des demandeurs d'emplois a été signée par l'Etat, la CTG et le CREFOP (Comité paritaire interprofessionnel régional pour l'emploi et la formation professionnelle) à la Mairie de Rémire-Montjoly. Grâce à cet accord, ce sont près de 1 856 formations supplémentaires qui seront proposées aux personnes les plus éloignées de l'emploi et qui viendront s'ajouter aux 1 265 formations initialement prévues par la CTG, soit au total 3 121 personnes qui seront formées en 2016. En matière d'organisation, la CTG par le biais de l'Organisme Public Régional de Formation (OPRF), se chargera d'organiser 400 formations qui compléteront les 1 456 initiées par le Pôle Emploi. Par ailleurs, afin de lancer ce plan de formation dès cette année, la CTG recevra une enveloppe de 5,6 M€ de l'Etat. Dans le cadre de ce plan, des filières d'avenir ont été identifiées. Ainsi ce sont 116 formations qui seront dédiées à l'industrie, 468 au BTP et 778 aux services (tourisme, hôtellerie, restauration, santé, éducation, etc.).

Spatial

Le 24 mai dernier, le lanceur Soyouz, pour son quinzième lancement et deuxième de l'année 2016, a mis en orbite avec succès depuis le Centre spatial guyanais (CSG), deux satellites. Les 13^{ème} et 14^{ème} satellites (0,7 tonnes chacun) de la constellation Galileo (le programme européen de navigation par satellites) ont été lancés pour le compte de l'Agence spatiale européenne (ESA) et de la Commission Européenne. La constellation Galileo qui sera composée à terme de 26 satellites permettra à l'Europe de disposer d'un système de navigation par satellite très précis, fiable et sécurisé.

ACTUALITES REGIONALES

Suriname

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le prêt de 478 MUSD (soit près de 426 M€) qui avait été proposé au gouvernement surinamais afin de soutenir les réformes de ce dernier face aux conséquences de la chute des prix des matières premières, notamment la baisse importante des réserves internationales (-424 MUSD en 2 ans, soit près de -378 M€), le creusement du déficit budgétaire (passant de -3,9 % du PIB en 2012 à -8,8 % en 2015) et du compte courant (passant de -3,8 % du PIB en 2013 à -15,6 % en 2015) ainsi que la dévaluation de la monnaie nationale (selon le FMI, depuis octobre 2015 le SRD a perdu 90 % de sa valeur par rapport à l'USD). Toutefois, il s'agit d'un accord qualifié de « Stand-by arrangement » qui engage le Suriname à appliquer les réformes jugées nécessaires et demandées par le FMI.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs		Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Avr-16	99,7	[0,30%]	[0,1 %]	Insee
		↓	Prix administré du litre d'essence	Jun-16	1,51	[0,0%]	[-9,0%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Avr-16	22 660	[-1,7%]	[-2,3%]	Pôle emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Mars-16	19 857	[-2,3%]	[6,6%]	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	Mars-16	11,7 M€	[5,9%]	[8,2%]	Caf
			Cumul	34,2 M€		[4,8%]		
CONSUMMATION	↑	Importations de biens de consommation (BC) (2)	Avr-16	16,1 M€	3,0%	5,7%	Douanes	
			Cumul	57,2 M€		3,2%		
	↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Mai-16	353	2,0%	33,2%	Somafi	
			Cumul	1 704		6,6%		
INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Avr-16	29,1 M€	5,9%	15,6%	Douanes	
			Cumul	116,5 M€		-2,8%		
	↑	Ventes de véhicules utilitaires	Mai-16	72	10,8%	5,9%	Somafi	
			Cumul	338		-6,4%		
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Exportations (2)	Avr-16	7,8 M€	-60,3%	-25,3%	Douanes	
			Cumul	51,2 M€		27,0%		
	↓	Importations (2)	Avr-16	96,2 M€	-5,8%	-4,2%	Douanes	
			Cumul	384,7 M€		0,5%		
INDICATEURS SECTEURIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à Mai-16	4 tirs (2 Ariane 5, 2 Soyouz)		4 tirs à Mai-15	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à Mai-16	9 satellites		7 satellites	
	BTP	↓	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Mai-16	5 036 tonnes	-13,1%	-2,9%	Ciments guyanais
				Cumul	36 714 tonnes		27,9%	
	INDUSTRIE	↓	Exportations d'or en volume (2)	Avr-16	113 kilos	-28,5%	-12,4%	Douanes
				Cumul	423 kilos		18,8%	
		↓	Exportations d'or en valeur (2)	Avr-16	3,8 M€	-25,5%	-14,4%	Douanes
				Cumul	13,4 M€		13,7%	
	↓	Cours de l'onçe d'or	Avr-16	1 241,85 \$	[-0,4%]	[3,7%]	London Bullion Market Assoc./AFD	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (2)	Avr-16	17 tonnes	-79,1%	-73,4%	Douanes
			Cumul	153 tonnes		-13,3%		
↓		Exportations de poissons (2)	Avr-16	74 tonnes	-48,0%	12,4%	Douanes	
			Cumul	365 tonnes		17,6%		
TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Avr-16	40 977	23,1%	18,1%	CCIRG	
			Cumul	149 312		9,2%		

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Conjoncture économique : des éléments encourageants en début d'année

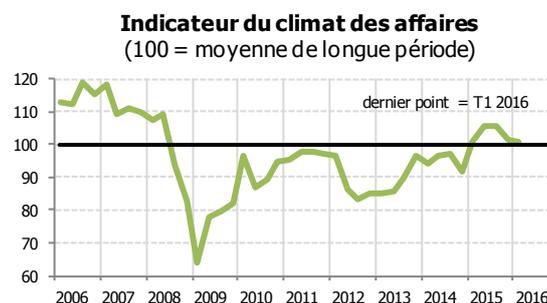
L'IEDOM a publié son bulletin de conjoncture pour la Martinique au premier trimestre 2016. Il fait ressortir une stabilisation, si ce n'est une amélioration, de la situation économique. En premier lieu, l'indicateur de climat des affaires (100,7 points) demeure supérieur à sa moyenne de longue durée pour le cinquième trimestre consécutif. Ce niveau traduit une orientation favorable de l'activité économique, bien que la vigueur observée en 2015 s'étiolle légèrement (-0,7 point par rapport au précédent trimestre).

Dans un contexte marqué par le recul de l'inflation (-0,4 % en glissement annuel) et une baisse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (-1,5 % sur le trimestre, CVS), la consommation des ménages se redresse.

Pour leur part, les entreprises demeurent prudentes : les prévisions d'investissements sont stables et la progression de l'encours de crédit d'investissement (+1,7 % sur le trimestre, +15,6 % sur l'année) traduit davantage la volonté de maintenir ou de renouveler l'outil de production que de développer l'activité. En parallèle, le commerce extérieur, hors produits pétroliers, fléchit : les exportations (-14,7 % sur le trimestre, CVS) comme les importations (-3,4 %, CVS) sont en recul.

Sur le plan sectoriel, la situation est contrastée : l'activité du BTP et de l'industrie est en repli ; le secteur des services aux entreprises se stabilise ; la situation de l'industrie agroalimentaire, du commerce et du tourisme s'améliore. Globalement, les perspectives des chefs d'entreprise pour le trimestre suivant révèlent que la conjoncture reste fragile et incertaine.

La publication *Tendances conjoncturelles* est disponible sur le [site internet](#) de l'agence IEDOM de la Martinique.

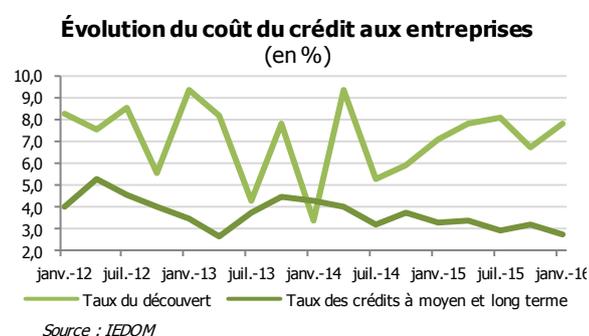


Crédit aux entreprises : les taux évoluent de façon contrastée au 4^{ème} trimestre 2015

En Martinique, au quatrième trimestre 2015, le coût du crédit aux entreprises évolue de façon contrastée, selon la nature et le montant des crédits.

En janvier 2016, le taux moyen global pondéré des « découverts » s'établit à 7,85 % (contre 2,84 % en métropole). Cette catégorie rassemble les découverts au sens strict mais aussi les crédits permanents (facilités de caisse). Sur le trimestre, ce taux est tiré à la hausse (+115 points de base), essentiellement du fait de la progression (+140 points de base) du taux appliqué sur la quatrième tranche de montant (> 76 225 €).

Le taux moyen global pondéré des crédits à moyen et long termes atteint 2,71 % en janvier. Il s'inscrit en baisse (-51 points de base), tant pour les crédits de faibles montants (respectivement -106 et -40 points de base pour les tranches 1 et 2) que pour les crédits de la tranche supérieure (-46 points de base pour la tranche 4).



La publication *Coût du crédit aux entreprises à la Martinique* est disponible sur [le site de l'agence](#) IEDOM de Fort-de-France.

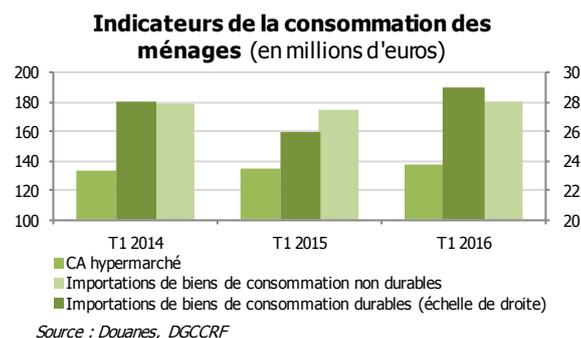
BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Bonne tenue de la consommation des ménages

Au premier trimestre 2016, plusieurs indicateurs témoignent d'une reprise de la consommation des ménages.

Le montant des importations de biens de consommation durables s'établit à 29,2 millions d'euros, enregistrant ainsi une progression substantielle de 13,0 % sur un an. De même, les importations de biens de consommation non durables progressent, plus lentement, de 3 % en glissement annuel, à 180,4 millions d'euros. Enfin, le chiffre d'affaires (CA) des hypermarchés s'établit à 137,9 millions d'euros, en hausse de 1,8 % par rapport à l'année dernière.

Ces orientations positives corroborent le sentiment favorable des professionnels du secteur du commerce, ces derniers faisant état d'une amélioration sensible de l'activité au premier trimestre.



ACTUALITÉS RÉGIONALES

La pêche martiniquaise dans son environnement caribéen

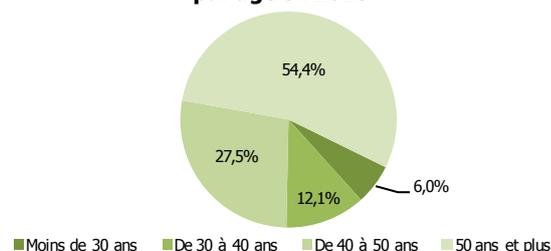
La deuxième édition martiniquaise des Assises de la pêche et de l'aquaculture s'est tenue les 09 et 10 juin 2016. Organisées par le Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM) autour du thème « la pêche martiniquaise dans son environnement caribéen », ces assises ont permis de réunir de nombreux marins-pêcheurs de l'île, leurs partenaires institutionnels et financiers, les représentants locaux de la filière, mais également les élus des îles voisines comme la Guadeloupe, Sainte-Lucie, la Dominique ou encore la Barbade. L'objectif était d'échanger sur les différentes méthodes de pêche et les mesures législatives et de financement public.

À quelques exceptions près, le secteur martiniquais de la pêche et de l'aquaculture présente beaucoup de similarités avec les autres géographies caribéennes (type de pêche, type de navires, mode de distribution, etc.). Cependant, en Martinique, l'effectif des marins-pêcheurs s'érode et vieillit. En 2015, 54,4 % des marins-pêcheurs actifs ont plus de 50 ans.

Par ailleurs, en Martinique comme en Guadeloupe, la pêche est soumise à une législation plus stricte, notamment du fait des zones de cantonnement et de pollution à la chloredécone. Même si des efforts sont faits, à travers les aides publiques et pour l'organisation du secteur, les entreprises souffrent d'un manque de structuration et montrent des signes de fragilité financière, rendant la filière peu attractive pour les nouveaux actifs.

En outre, les récoltes de la pêche et de l'aquaculture restent en sous-production par rapport aux besoins importants de l'île. En 2014, la population martiniquaise a épuisé environ 8 400 tonnes de produits issus de la mer, alors que la production locale des produits de la mer est estimée à un peu plus de 1 300 tonnes (contre plus de 3 000 tonnes pour la production guadeloupéenne en 2014), ne couvrant que 15 % des besoins.

Répartition des marins-pêcheurs actifs par âge en 2015



Source : Direction de la mer

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	- avril 2016	99,7	+0,1 %	-0,7 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- avril 2016	42 400	-1,3 %	-4,7 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- février 2016	22 766	-0,3 %	+0,8 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés* <i>Données non consolidées</i>	- avril 2016	35 537	-0,3 %	+11,8 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- avril 2016	200,7	-10,4 %	-17,9 %
	Hors produits pétroliers		174,8	-4,3 %	-1,1 %
	Exportations (millions d'euros)	- avril 2016	26,8	-13,2 %	-30,5 %
	Hors produits pétroliers		14,5	-31,7 %	-25,9 %
	Taux de couverture mensuel	- avril 2016	13,1 %		-2,4 pts
	Hors produits pétroliers		8,3 %		-2,8 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- avril 2016 - cumul annuel	45,2 183,1	-2,7 %	-3,2 % +0,5 %
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- avril 2016	15 373	-0,6 %	-1,0 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- avril 2016	2 352	-0,4 %	-2,7 %

INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	-avril 2016	156 688	-16,5 %	+5,8 %
		- cumul annuel	695 911		+14,6 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- avril 2016	25 372	-48,3 %	-15,3 %
		- cumul annuel	236 990		+24,7 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- avril 2016	14 972	-0,2 %	+1,3 %
		- cumul annuel	57 075		-2,2 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mai 2016	845	-9,4 %	+29,4 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mai 2016	148	-30,2 %	+6,5 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		5 357		+11,5 %

* Depuis le 1^{er} janvier 2016, la prime d'activité a remplacé la prime pour l'emploi et le RSA activité. À cette date, les données du RSA comprennent uniquement les bénéficiaires du RSA socle. La variation en glissement annuel est calculée sur la base du RSA socle uniquement.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Le moral des chefs d'entreprise s'infléchit mais un retournement de la conjoncture reste à confirmer

Au premier trimestre 2016, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit en repli (-3,4 points) pour s'établir à 98,6 points. Cette baisse de l'ICA, pour un second trimestre consécutif, valide l'idée que le point haut du cycle est vraisemblablement atteint et que l'économie peine, sur ces niveaux, à trouver un nouvel élan. Pour autant, le basculement dans une véritable phase de dégradation ne semble pas enclenché et un véritable retournement reste à confirmer. En effet, l'enquête réalisée auprès des dirigeants d'entreprises est probablement influencée par le mouvement de grève du BTP qui a paralysé l'île, début avril, impactant la visibilité et le moral des agents économiques. C'est d'ailleurs principalement la composante *activité future* de l'indice qui pousse l'ICA à la baisse. Au premier trimestre 2016, la consommation reste dynamique, ce qui dissipe les inquiétudes qui portaient sur sa capacité à progresser encore davantage. Le marché automobile bénéficie encore une fois de cette bonne orientation. L'investissement continue de frémir, mais sa capacité d'accélération reste incertaine. Le marché du travail confirme la bonne tendance que l'on observe depuis quelques trimestres. Par ailleurs, les exportations sont bien orientées (notamment celles de légines et de sucre en lien avec la bonne campagne cannière) alors que la baisse de la facture des importations de produits pétroliers continue d'atténuer la croissance des importations, liée à la bonne orientation de la demande intérieure.

Les « tendances conjoncturelles » au 1^{er} trimestre 2016 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).

Baisse du coût du crédit aux entreprises à La Réunion en janvier 2016

Entre octobre 2015 et janvier 2016, les taux moyens des crédits octroyés aux entreprises réunionnaises s'inscrivent globalement en baisse. Le coût des découverts, des crédits à moyen et long termes ainsi que l'escompte commercial affichent une baisse. Seules, les conditions débitrices des autres crédits à court terme se sont renchériées en raison de la prise en compte d'un crédit atypique de montant et de taux élevé.

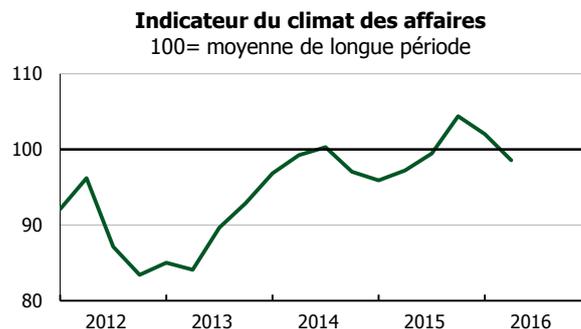
La publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

Les engagements de l'AFD et l'activité Bpifrance Financement à La Réunion en 2015

À La Réunion, l'Agence française de développement (AFD) voit ses engagements atteindre près de 255 millions d'euros de financements accordés en 2015, hors concours de la Bpifrance. Les engagements en faveur du secteur public s'établissent à 232,7 millions d'euros en 2015 et le financement des projets privés intervient à hauteur de 22,1 millions d'euros, notamment pour le développement du très haut débit. En complément de ses activités propres, l'AFD assure le rôle d'opérateur pour le compte de Bpifrance Financement. En 2015, Bpifrance a soutenu 1 049 projets d'entreprises à La Réunion, pour un engagement de 213 millions d'euros. 576 garanties bancaires ont permis aux entreprises de bénéficier de 120 millions d'euros de prêts. Par ailleurs, Bpifrance a réalisé le préfinancement du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) pour 204 entreprises, soit 20 millions d'euros de crédit de trésorerie. Dans le cadre de son activité de prêts à l'exportation, Bpifrance a accompagné 8 entreprises pour un soutien financier de 6 millions d'euros. Seize projets innovants ont été soutenus à hauteur d'un million d'euros. Enfin, Bpifrance est intervenue en fonds propres dans 22 entreprises soit directement soit via ses fonds-partenaires.

Une amélioration des principaux indicateurs de vulnérabilité

L'année 2015 enregistre une nouvelle amélioration des principaux indicateurs de vulnérabilité des ménages et des entreprises, comme au cours de l'année précédente. Le seul indicateur en croissance est le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire, qui augmente légèrement entre 2014 et 2015 (+0,9 %). Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire recule par contre de 0,8 %. Le nombre des personnes (physiques ou morales) en interdiction bancaire s'établit ainsi à 24 553 inscriptions en décembre 2015 contre 24 369 fin 2014. Les incidents de paiement par chèque et les retraits de carte bancaire diminuent respectivement de 1,9 % et 21,4 %.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee, base 2015)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Mai 2016	100,0	-0,2 %	-0,3 %
	IPC France entière		100,5	+0,4 %	+0,0 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Avril 2016	27 053	+5,4 %	+3,7 %
	Cumul (milliers d'euros)		100 136	-	+3,0 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Avril 2016	381,0	-3,6 %	-5,4 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul avril	1 491,0	-	+0,8 %
	Exportations (millions d'euros)	Avril 2016	20,0	-30,8 %	-24,6 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul avril	109,0	-	+21,0 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Avril 2016	134 590	-1,6 %	-0,6 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Avril 2016	149 463	-5,1 %	+4,6 %
	Cumul	Cumul Mars	650 482	-	+2,0 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	1 ^{er} trimestre 2016	271 100	-16,5 %	+19,3 %
	Cumul	Cumul mars	271 100	-	+19,3 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Avril 2016	5 506	-	-27,4 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Mars 2016	74,8	-	-41,9 %
	Effectifs salariés du BTP	Avril 2016	16 402	-0,3 %	+1,6 %

Suppression de l'agrément préalable pour l'octroi du crédit d'impôt aux bailleurs sociaux

Manuel Valls a annoncé la suppression de l'agrément préalable pour l'octroi du crédit d'impôt accordé aux bailleurs sociaux investissant dans des programmes de construction de logements sociaux en outre-mer. Cette mesure sera introduite par voie d'amendement au projet de loi relatif à la transparence économique et s'inscrit dans le cadre du plan logement pour l'outre-mer lancé le 26 mars 2015. Jusqu'à présent, la durée moyenne de cette procédure d'obtention de l'agrément était de 8 mois.

Hausse de la fréquentation touristique et poursuite de la diversification de la clientèle



En 2015, 426 400 touristes extérieurs ont visité La Réunion, soit une progression de 5,1 % par rapport à 2014 après trois années consécutives de baisse. La clientèle métropolitaine (75 % de la fréquentation) augmente légèrement (+1,4 %). Cependant, le nombre de voyageurs en provenance des autres pays européens, notamment d'Allemagne, de Suisse et de Belgique, progresse de 11,1 %, et celui des voyageurs de la zone océan Indien de 25,9 %. Durant leur séjour, les touristes ont dépensé 305,7 millions d'euros sur le territoire réunionnais en 2015, une dépense globale en hausse de 4,8 %.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Migration et décès freinent la démographie

La population de La Réunion est estimée à 843 500 habitants au 1^{er} janvier 2015. Depuis 2008, la croissance démographique ralentit en raison d'un solde migratoire négatif qui fait baisser la population de 0,6 % par an et d'un solde naturel en légère baisse. Le solde naturel reste toutefois le moteur de la démographie avec des naissances toujours plus nombreuses que les décès qui atteignent leur niveau le plus élevé depuis 50 ans.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

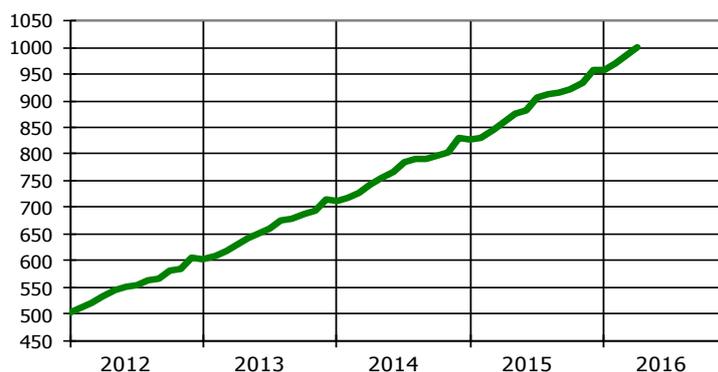
Les émissions nettes cumulées de billets

En mai 2016, les émissions nettes cumulées de billets ont augmenté de 16,1 millions d'euros, après une hausse de 15,8 millions le mois précédent. Elles s'établissent à 1,015 milliard d'euros, soit une progression annuelle de 15,8 %.

Le nombre de billets émis en mars est constitué à 68,5 % par la coupure de 50 € (qui représente 63,2 % de la valeur globale de l'émission nette de billets).

La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc dépréciée de 23 centimes pour s'établir à 54,22 € au 31 mai 2016.

Émissions nettes cumulées de billets (en millions d'euros)



Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

L'économie sociale et solidaire, un secteur en développement à Mayotte

Le président de la fédération nationale de l'économie sociale et solidaire (Coorace) Pierre Langlade, était en visite sur l'île pour sensibiliser les élus, les représentants de l'État et la population sur l'utilité que représente la filière pour la réinsertion des demandeurs d'emploi dans le marché du travail. À Mayotte, l'économie sociale et solidaire est principalement animée par trois associations d'insertion (*Tifaki hazi*, *Outsahe maecha* et *M'Silcano*) qui comptent à elles seules près de 500 employés. Considérées comme de véritables laboratoires en termes d'emploi, ces associations ont pour but d'accompagner leurs employés pour les réintégrer dans le marché du travail ou dans une démarche entrepreneuriale. Les principaux secteurs de l'économie solidaire pourvoyeur d'emplois sont le bâtiment et les services à la personne.

Une zone d'activité économique est à l'étude dans la commune de Tsingoni

Dans le cadre de son développement territorial, la mairie de Tsingoni a annoncé l'étude d'un projet de Zone d'activité économique (ZAE) afin de favoriser l'implantation d'entreprises voulant s'installer dans le centre de l'île. Tel que présentée par ses promoteurs, cette zone économique a pour vocation d'améliorer l'accueil des entreprises au sein de parcelles aménagées, d'augmenter l'offre de services et de produits sur un secteur en développement et par conséquent, de créer de nombreux emplois. L'attractivité de la commune serait ainsi renforcée en permettant par ailleurs le désengorgement de Mamoudzou et le développement du pôle urbain de Combani. Une étude de marché lancée par les services de la mairie de Tsingoni a pour but de connaître les besoins et les projets des entreprises souhaitant s'installer dans l'ouest de l'île.

Un projet d'importation de produits alimentaires est né

Avec le parrainage du Conseil pour la sécurité de Mayotte (COSEM), le Groupement de vulgarisation agricole (GVA) de Mamoudzou lance, en partenariat avec des associations et des coopératives, la mise en place d'un protocole d'accord concernant la commercialisation de produits agricoles et de produits de première nécessité en provenance de Madagascar. Intitulé « Canga Maison », ce projet a pour but notamment de palier le manque de certains produits pendant la période du ramadan. Il pourrait être pérennisé par la suite après une première phase d'expérimentation.

Avec un potentiel de 10 000 à 15 000 clients sur Mayotte, le projet fournirait des produits de qualité dont la traçabilité est garantie du fait qu'il s'agit de productions malgaches déjà exportées en Europe et qui satisfont donc aux normes européennes.

Réunion du Comité de pilotage du contrat de plan Etat-Région 2015-2020

La dernière réunion du Contrat de plan État-Région (CPER) 2015-2020, qui s'est tenue le 12 mai dans l'hémicycle Younoussa Bamana, a fait l'objet de la signature de la convention d'application du contrat de plan par le préfet, Seymour Morsy, et par le président du Conseil départemental, Soibahadine Ibrahim Ramadani.

Ce document précise les modalités de mise en œuvre des différents volets thématiques du contrat. Le CPER est l'occasion de formaliser l'engagement du Conseil départemental et de l'État au service d'une stratégie dynamique d'investissements pour le territoire, sa croissance et le développement de l'emploi.

Le CPER 2015-2020 est organisé autour de huit volets thématiques : les infrastructures et les services collectifs de base, la vulnérabilité des territoires et des populations, l'aménagement urbain et le soutien aux dynamiques territoriales, la gestion des ressources énergétiques et environnementales et les filières d'excellence, le développement de la recherche et de l'innovation, la cohésion sociale et l'employabilité, le développement économique durable le numérique et la mobilité.

Ainsi, la contribution de l'État et du Département sont de respectivement, 193,04 millions d'euros et 185,47 millions d'euros. En 2015, 11,7 millions d'euros ont été engagés. Au titre de l'année 2016, l'enveloppe disponible est de 11,9 millions d'euros alors que le montant global des projets déposés est de 21,8 millions d'euros. Le comité de pilotage a donc procédé à un arbitrage, les projets qui font l'objet d'un cofinancement avec des fonds européens ont été retenus.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		mars-16	118,3	0,4%	0,1%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		déc.-15	11 547	0,1%	12,9%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-15	47 149	22,9%	32,7%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-15	496 069	-	5,5%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-15	466	-29,5%	27,3%
		cumulées	déc.-15	8 107	-	12,0%
	Taux de couverture	mensuel	déc.-15	0,99%	-0,73 pt	-0,04 pt
		cumulé	déc.-15	1,63%	-0,07 pt	0,10 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	déc.-15	708	60,9%	15,3%
		cumulés	déc.-15	5 579	-	-0,4%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	déc.-15	29 374	60,0%	-0,7%
		cumulés	déc.-15	303 197	-	0,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	déc.-15	23,2	-7,4%	18,5%
		cumulés	déc.-15	318,3	-	-7,1%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	déc.-15	16 383	775,8%	848,5%
		cumulées	déc.-15	99 012	-	29,2%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		déc.-15	41 832	0,3%	2,8%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	déc.-15	288 942	-	5,6%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	déc.-15	12 086	7,2%	5,2%
		cumulée	déc.-15	129 059	-	5,8%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	déc.-15	304	57,5%	33,9%
		cumulées	déc.-15	2 742	-	4,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	déc.-15	484	11,3%	-42,7%
		cumulées	déc.-15	6 381	-	-32,7%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	déc.-15	0,7	-20,0%	-76,0%
		cumulées	déc.-15	17,3	-	19,4%
	- en milliers euros	mensuelles	déc.-15	6,6	-20,7%	-76,8%
		cumulées	déc.-15	167,1	-	11,4%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2016 - JORF du 27/12/2015

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :		Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/16)					
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*		
	4,54%	0,75%	0,75%	1,25%	1,50%	0,50%	
Autres cas :	1,01%	* hors prime d'Etat					

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Février	Mars	Avril	Mai	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,2270%	-0,3030%	-0,3330%	-0,3240%	-0,3490%	-0,2610%	-0,1530%	-0,0150%

Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)

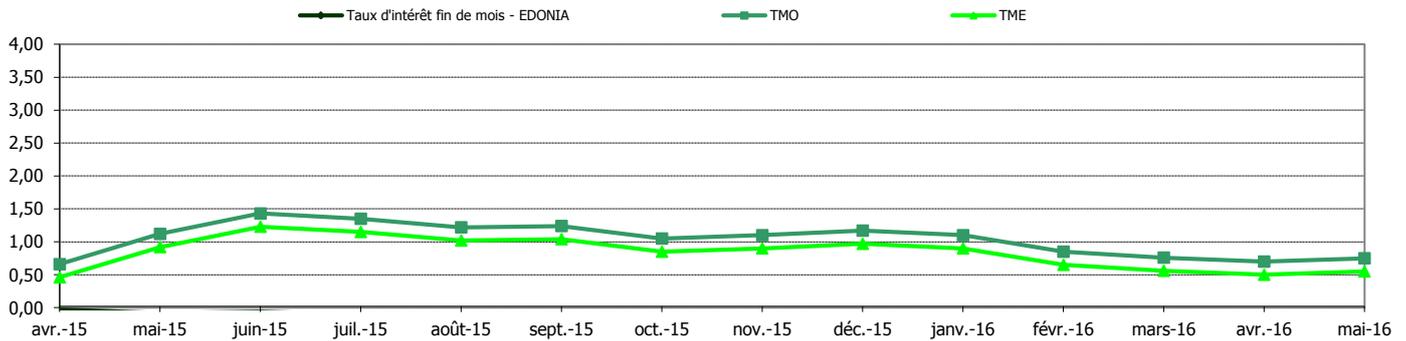
Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'État (TMO)			
Février	Mars	Avril	Mai	Février	Mars	Avril	Mai
0,65%	0,56%	0,50%	0,55%	0,85%	0,76%	0,70%	0,75%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,05%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,17%
Prêts à taux variable	3,55%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,92%
Prêts-relais	4,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,33%
Autres prêts		Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,05%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,73%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,20%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,63%	Découverts en compte	13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

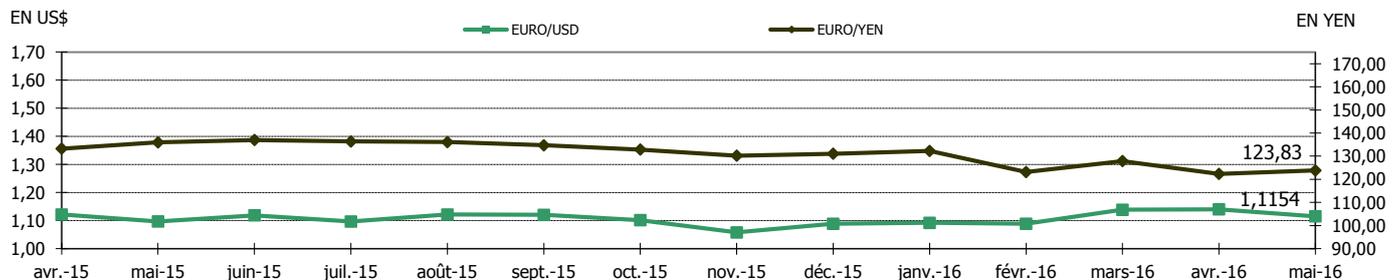
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (États-Unis)	1,1154	EURO/ZAR (Afrique du Sud)	17,5863	EURO/SRD (Surinam)	7,4712
EURO/JPY (Japon)	123,8300	EURO/BWP (Botswana)	12,4383	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,0158
EURO/CAD (Canada)	1,4530	EURO/SCR (Seychelles)	14,8156	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,1019
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7619	EURO/MUR (Maurice)	39,5746	EURO/BBD (La Barbade)	2,2264
EURO/SGD (Singapour)	1,5367	EURO/BRL (Brésil)	3,9850	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,397
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6640	EURO/VEF (Vénézuéla)	11,1182	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3629,1859	EURO/XCD (Dominique)	3,0057	EURO/FC (Comores)	491,96775

Évolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : H. GONSARD

Éditeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé en juin 2016 - Dépôt légal : juin 2016 - ISSN 2427-9781 (en ligne)